

RENTRÉE 2014 : LE SECOND DEGRÉ ASPHYXIÉ, LE SNES ET LES COLLÈGUES DANS L'ACTION

Le compte n'y est pas !

La rentrée 2014, en raison de l'insuffisance des créations d'emplois pour compenser la hausse des effectifs, s'annonce désastreuse : augmentation des effectifs par classe, suppression de doublons, d'options, regroupements antipédagogiques de LV1, LV2, LV3, de séries L/ES, S/ES, inflation des heures supplémentaires...

Depuis le mois de janvier, les actions locales, souvent impulsées par les sections d'établissements du SNES et relayées par les sections départementales et la section académique, associant parents d'élèves et lycéens, se multiplient : grèves d'établissement, rassemblement devant les DSDEN, rejet des DHG en CA, interventions auprès des élus...

Pour fédérer les luttes et élargir le mouvement, la section académique, avec celles de Paris et de Créteil, a appelé le jeudi 13 février à une journée de grève et de manifestation à Paris comme nouvelle étape de la construction de la mobilisation (plus de 2000 manifestants devant le Ministère).

Le Second degré doit avoir les moyens de son bon fonctionnement, les élèves des conditions permettant à tous de réussir, les personnels des conditions de travail qui s'améliorent enfin. La priorité à l'Éducation doit devenir une réalité pour le Second degré.

Cela réclame un investissement éducatif, clairement menacé par la politique d'austérité, et des choix éducatifs ambitieux ! C'est le sens et l'enjeu d'une participation massive de tous à la journée de grève et de manifestation du 18 mars !

Révolte dans les Hauts de Seine

Dans les Hauts de Seine, en décalage complet avec les déclarations de Vincent Peillon (« pas un établissement en Éducation prioritaire ne perdra de moyens ») le DASEN a voulu remettre en cause l'Éducation prioritaire. Faute de moyens à la hauteur des besoins, il a ponctionné des heures dans les établissements qui en relèvent pour financer les ouvertures de divisions dans l'ensemble du département, ouvertures par ailleurs insuffisantes, pour faire face à la hausse des effectifs.

Il a ainsi déclenché une véritable révolte, d'abord, dans les établissements de l'Éducation prioritaire, puis, dans les autres, confrontés à l'exercice d'une rentrée impossible.

A l'initiative du SNES, qui a recherché l'unité la plus large et à élargir constamment le mouvement, les journées d'action, de grève et de manifestation sont montées crescendo dans les Hauts de Seine : rassemblement devant la DSDEN à Nanterre le 23 janvier (400 personnes), grève et rassemblement devant le MEN le 28 janvier (600 personnes), grève et rassemblement devant le Rectorat le 30 janvier, opérations collèges et lycées morts avec les parents d'élèves à Clichy, Colombes, Nanterre, grève et manifestation devant le Ministère le 4 février (800 personnes) puis le 13 février, en convergence avec les établissements en lutte des autres départements et, en particulier, de la Seine St Denis (plus de 2000 enseignants, parents, lycéens à la manifestation)...

Un mépris intolérable, une détermination renforcée

Face à cette colère, les autorités et le Ministre ont manifesté un mépris inacceptable, tentant de jouer la division et le pourrissement du conflit sans y réussir : refus du Recteur de recevoir en personne une délégation au motif de ne pas céder au chantage, représentants du Ministère se contentant de prendre des notes et de promettre des réponses que l'on attend toujours, réinjection des heures au fil des mobilisations après un dialogue limité au seul chef d'établissement, lettres mensongères envoyées par le DASEN aux parents d'élèves et aux élus sur la réalité de la situation...

Plus de 1300 heures ont été au final redonnées aux établissements dans les Hauts de Seine mais tous n'ont pas encore retrouvé leur potentiel éducatif (lycée Maupassant à Colombes, Galilée à Gennevilliers...). La réserve départementale, indispensable pour financer l'ouverture de nouvelles divisions en juin/juillet à cause des évolutions d'effectifs non prévues, a été asséchée. Le refus par le Recteur et le Ministre d'abonder la dotation générale des Hauts de Seine fait qu'il n'y a plus de moyens pour répondre aux demandes légitimes des établissements qui dénoncent actuellement les conditions de la rentrée (collège Béjart à Meudon, collèges de Chatillon, lycée Monod à Clamart...) et permettre de faire les ajustements de fin d'année.

Le SNES, avec l'Intersyndicale du 92, travaille à la poursuite du mouvement pour que les moyens du bon fonctionnement du Service public d'Éducation soit enfin donnés dans les Hauts de Seine.

4 mars 2014



Les DHG ne passent pas !

État des établissements
dans l'action en dehors du 92

4 mars : en grève

Lycée J. V. Daubié, Argenteuil
Lycée Jaurès, Argenteuil
Lycée Braque, Argenteuil

13 février : en grève

Lycée Monnet, La Queue lez Yvelines
Clg Galilée, Limay
Clg Cézanne, Mantes-la-Jolie
Clg Les Plaisances, Mantes-la-Ville
Lycée Pagnol, Athis Mons
Lycée Brassens, Courcouronnes
Clg Chantereine, Sarcelles

12 février : Rassemblement

Collègues, parents et lycéens des
lycées et collèges d'Argenteuil
devant la sous-préfecture

11 février : en grève

Clg J. Zay, Morsang/Orge
Lycée St Exupéry, Mantes-la-Jolie

4 février : en grève

Clg La Vallée, Epinay/Senart
suivi d'un blocage par les parents de
l'établissement les 5 et 6 février

31 janvier : en grève

Lycée Marcel Pagnol, Athis Mons